L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 8 SEPTEMBRE 1878. 52me Année

DUFOUR & LINET, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE, 8 SEPTEMBRE 1878.

Les propriétaires sans coeur.

Nous avons été grandement surpris de lire, hier dans le *Picayune*, dont la grandeur, la courtoisie et l'extrême modération sont bien connues et appréciées, une attaque assez courte mais qui, d'un bout à l'autre, est une diatribe violente contre les propriétaires de maisons à la Nouvelle-Orléans. Cette diatribe est violente, disons-nous, car elle manque de toute espèce de malheurs chez nos mêmes propriétaires, s'ils ne cèdent pas à la pression des locataires qui continuent à habiter des maisons dont ils ne payent pas le loyer. La lettre appelle ces contribuables des propriétaires *sans coeur*, (heartless landlords) et les désigne ainsi, sans les nommer cependant individuellement, à la vindicte publique. La lettre, il est vrai, n'est pas signée de noms propres, mais elle en termine, par des mots terribles qui valent toutes les signatures du monde *"Battle Axe"* hache de bataille. Voilà donc un agent déclaré contre les propriétaires, et s'ils continuent à tenter de faire exécuter leurs loyers, cette guerre leur sera faite à coups de hache.

Encore une fois nous sommes surpris d'avoir trouvé dans les colonnes d'un journal dont l'esprit d'impartialité et de justice a toujours été reconnu de tous, lequel esprit soutient une tradition honorable d'est perpétuée dans la publication du *Picayune* en dépit de tous les changements de direction et d'administration que ce journal a éprouvés, nous soumettre surpris d'y avoir trouvé une dénonciation formelle contre toute une classe de citoyens, qui sont les contribuables de la ville et qui payent réellement pour tous quand il y a tant de gens qui ne payent rien. Où prend-on de l'argent pour payer l'administration de l'Etat et de la ville? Chez les propriétaires. Où prend-on de l'argent pour payer le nettoiement et l'éclairage des rues, et toutes les dépenses d'entretien ou d'amélioration dans la ville? Chez les propriétaires. Où prend-on de l'argent pour réparer ces levées et ces quais sur lesquels sont employés tant de travailleurs pour le chargement et le déchargement des navires et des bateaux, quand les taxes levées sur ces bateaux et navires ne suffisent pas? Chez les propriétaires. Et que ne prend-on pas aux propriétaires quand on a besoin d'argent? On leur prend tout parce que ce qu'ils possèdent ne peut échapper, en aucune façon, au fisc de la municipalité et de l'Etat. *Le Picayune* sait tout cela aussi bien que nous, et c'est pourtant contre ces contribuables, toujours payant et pressurés, qu'on veut faire une guerre à coups de hache!

Mais les propriétaires du *Picayune* eux-mêmes, si la publication de ce journal venait à cesser ce que personne ne désire moins que nous, car le *Picayune* est une institution de vieille et honorable date, faisant besoin à tous, voudraient-ils louer pourrire la haute bâtisse où se trouve leur établissement? Ne diraient-ils pas aussi, comme les autres propriétaires, nous payons de fortes taxes et nous ne pouvons loger les gens pour rien.

Mais, dit la diatribe, nous sommes dans une situation terrible; nous ne faisons rien et nous ne pouvons payer. — Et qui sait combien de propriétaires se contentent aujourd'hui de réponses semblables en prenant pour argent comptant les promesses de l'avenir? Le nombre de ces propriétaires indulgents et compatissants est immense peut-être. Qu'on se transporte dans les greffes des cours de justice et dans les bureaux du shérif, et l'on verra que la plupart des poursuites exercées aujourd'hui se font au nom de la municipalité contre des propriétaires, pauvres et malheureux, qui ont été bons d'être, faute de revenu, de payer leurs taxes. La municipalité accepte-t-elle leurs promesses? Vont-elle les attendre? Non, il faut payer ou être saisi et exproprié.

Si un propriétaire, déçu maintes fois par de vaines promesses, et pressé de faire face lui-même à ses obligations fiscales ou autres, se livre à quelque mauvaise humeur vis-à-vis d'un locataire qui ne paye pas son terme quand il pourrait le faire, et qui donne pour prétexte que les travaux sont suspendus et qu'il ne gagne rien; si après l'avoir attendu longtemps le propriétaire le poursuit quand il est poursuivi impitoyablement lui-même par l'Etat ou la municipalité, ce propriétaire est-il bien coupable et faut-il le détruire à coups de hache lui et tout ceux qui pourraient lui ressembler?

Que la municipalité et l'Etat déclarent alors qu'à cause de l'épidémie, toute collection de taxes est suspendue ainsi que toute poursuite; que la municipalité et l'Etat déclarent que les porteurs de bons attendront indéfiniment le service de leur intérêt; que le jeu de la loterie à prime est renvoyé à une autre époque, et le payement des officiers et des fonctionnaires et de tous les employés, à tous les diables, attendu que pour être repris on ne sait quand; que les souscriptions du *Picayune* prétendant aussi recevoir ce journal, rien rien; que les patrons de journaux ne les vendant plus en comptant mais les distribuant gratis, et ne reçoivent plus un cent sous-mêmes; que la municipalité et l'Etat déclarent que toutes les obligations sont abolies pour le moment, et le *Picayune* verra à quel bouleversement profond la société sera exposée et à quel anéantissement il sera réduit lui-même.

Nous n'insisterons pas sur ce sujet dans la certitude où nous sommes que le *Picayune* ne voudrait ni appuyer, ni conseiller une mesure portant atteinte à la sainteté des obligations et des contrats. Cette mesure serait simplement absurde, et aucun journal sérieux ne daignerait s'en occuper. Nous croyons du reste, que la lettre signée "Battle Axe" s'est glissée subrepticement dans les colonnes de notre confrère et qu'il n'est jamais entré dans son esprit, à propos de faits isolés, de dresser une sorte d'accusation contre toute une classe de nos concitoyens qui en tout temps ont été les premières victimes de toutes les crises commerciales, industrielles et politiques qui ont affligé notre ville et notre Etat. Aujourd'hui même ces gens sont accusés de dureté, les propriétaires sont sur du *Picayune* logent pour rien des milliers de familles pauvres bien qu'ils soient presque aussi pauvres qu'elles, car le mot propriétaire est plus synonyme de misère que de richesse.

Pittsburg Anthracite et Cannel anglais à bas prix chez Hy. J. Montagnet.

Extrait d'une lettre d'un touriste:

Dîné à table d'hôte dans la petite ville de D.... Il m'arrive au dessert de dire un mot complètement inédit à un de mes voisins: *On dit toujours se conserver un cent sur la planche.*

Cette maxime sans innocente semble indigner un vieux sénateur placé à mon côté. Le sénateur est sans doute de cette ville, ville de D.... qui n'est pas grande, à D.... qui n'est pas grande, à D.... qui n'est pas grande, à